

A PROPOS DE L'ACTION PAULIENNE : QUAND LE CREANCIER POURSUIT LA CONdamnATION DU TIERS ACQUEREUR AU PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LE DEBITEUR INDELICAT

Antwerpen, 3 januari 2005

ACTION PAULIENNE – DONATION D'UNE SOMME D'ARGENT – C.P.A.S. – hébergement en maison de repos du C.P.A.S. – factures impayées – demande de condamnation du donataire au paiement des factures – article 100 de la loi du 8 juillet 1976 – article 1167 C. civ.

Un donataire ne peut pas en tant que tel se voir réclamer directement les sommes dues par le donateur sur la base de l'article 100 de la loi organique des C.P.A.S..

Pour obtenir le paiement d'une somme d'argent, le débat sur la base de l'article 1167 du Code civil n'est pas pertinent.

Le fait qu'un acte de donation soit inopposable au créancier d'un donateur, demandeur à l'action paulienne, n'implique pas que le donataire est tenu de payer, à ce créancier, la dette du donateur.

1. La décision annotée. L'arrêt rendu par la cour d'appel d'Anvers le 3 janvier 2005 nous donne l'occasion de nous pencher à nouveau sur l'une des plus anciennes actions de notre droit civil, l'action paulienne.

Les faits de l'arrêt peuvent être résumés comme suit. Madame H., victime d'une hémorragie cérébrale légère, est admise à l'hôpital et y séjourne jusqu'au 11 août 1997 après quoi, le 14 août 1997, elle est inscrite sur les listes d'attente de la maison de repos du Centre Public d'Action Sociale de Geel. Le 20 août 1997, l'admission de Madame H. dans la maison de repos est décidée et, le même jour, celle-ci remet toutes ses économies à Madame S. au moyen d'un chèque d'un montant de 17.312,29 EUR. La pension de retraite de Madame H. n'est pas suffisante pour couvrir ses frais de séjour à la maison de repos et lorsqu'elle décède, une dette envers le C.P.A.S. de Geel d'un montant de 8.380,81 EUR reste impayée. Le C.P.A.S. de Geel introduit alors une action tendant à voir madame S. condamnée à lui payer la somme de 8.380,81 € en se fondant d'une part sur l'article 100 de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 et d'autre part sur l'article 1167 du Code civil.

Par son arrêt du 3 janvier 2005, la cour d'appel d'Anvers déboute le C.P.A.S. de Geel de sa demande.

Selon la cour, l'article 100 de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976 ne permet pas la condamnation du donataire au paiement des sommes dues par le donateur. L'article 100 dispose que toute aide matérielle individuelle en faveur d'un bénéficiaire qui délaisse des biens meubles ou immeubles, donne lieu, contre les *héritiers* ou *légataires*, à une action en recouvrement des frais y afférents exposés par le C.P.A.S. durant les cinq années précédant le décès, cela à concurrence de l'actif de la succession. Le C.P.A.S. sollicitait de la cour qu'elle applique cette disposition par analogie au *donataire* en se fondant, semble-t-il, sur la fiction de l'article 6 du Code des droits de succession, qui répute légataire de la chose donnée, le bénéficiaire d'une libéralité effectuée dans les trois ans précédant le décès du donateur et non assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations. La cour refuse, à juste titre selon

nous, de s'appuyer sur la fiction fiscale pour élargir la portée de l'article 100 de la loi du 8 juillet 1976.

En ce qui concerne l'action paulienne, bien que la cour constate que tous les éléments constitutifs de la fraude paulienne sont remplis, elle ne fait pas non plus droit à la demande du C.P.A.S. de Geel. Pour la cour d'appel d'Anvers, en effet, l'action paulienne n'est pas un fondement pertinent pour obtenir la condamnation du tiers (en l'espèce la donataire) au paiement des sommes dues par le débiteur indélicat (en l'espèce le donateur).

2. Les questions soulevées. Cet arrêt et les faits qui le sous-tendent sont intéressants à plus d'un titre et soulèvent les questions suivantes :

- L'action paulienne peut-elle viser un acte portant sur une chose fongible (telle une somme d'argent)? Autrement dit, si la chose, objet de l'acte frauduleux, n'est plus identifiée ou identifiable dans le patrimoine du tiers-acquéreur, l'action paulienne aboutira-t-elle ?
- Si la chose, objet de l'acte frauduleux, n'est plus identifiée ou identifiable dans le patrimoine du tiers-acquéreur, le créancier pourra-t-il obtenir des dommages et intérêts compensatoires ? à charge de qui ? sur quelle base ?
- Dans l'hypothèse où le créancier, demandeur à l'action paulienne obtient la condamnation du tiers-acquéreur au paiement de dommages et intérêts compensatoires, devra-t-il subir le concours des autres créanciers du tiers-acquéreur ?

L'article 1167 du Code civil dispose que les créanciers « *peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits* ». L'action paulienne permet donc au créancier, dont le débiteur a posé un acte méconnaissant son droit de gage général consacré aux articles 7 et 8 de la loi hypothécaire, d'agir afin que cet acte lui soit déclaré inopposable.

L'article 1167 du Code civil se borne à énoncer le principe de l'action paulienne, mais n'en détermine ni les conditions ni les effets. A la lumière des faits de l'espèce, un bref rappel des conditions d'application de l'action paulienne s'impose donc (§1^{er}) ; nous en analyserons ensuite les effets au regard des questions suscitées par cette affaire (§2).

§ 1^{er}. Les conditions de l'action paulienne

3. Un acte d'appauvrissement du débiteur. L'action paulienne permet au créancier agissant d'attaquer les actes juridiques posés par son débiteur - qu'il s'agisse d'actes juridiques unilatéraux ou de contrats - tels une vente¹, un apport en société², un bail³, une donation⁴, un partage⁵, un paiement⁶. Les faits juridiques ne peuvent, à l'inverse, pas être attaqués par le

¹ Civ. Namur, 27 avril 2004, *J.L.M.B.*, 2004, p. 1733

² Gand, 21 juin 1994, *R.W.*, 1994-95, p. 717

³ Bruxelles, 8 octobre 1998, *A.J.T.*, 1998-99, p. 959

⁴ Civ. Hasselt, 8 mai 2002, *T.F.R.*, 2002, p. 893

⁵ Gand, 12 mars 2003, *R.G.D.C.*, 2005, p. 148

⁶ Le paiement est expressément visé par l'article 20 de la loi sur les faillites. Voy. également Cass., 9 février 2006, *R.G.* n° 03.0074N, consultable sur le site www.cass.be, qui vise expressément le cas de paiements frauduleux.

biais de l'action paulienne⁷. Les actes par lesquels le débiteur refuse de s'enrichir ne peuvent pas non plus être attaqués sur cette base, puisqu'ils ne diminuent pas le gage existant⁸. Il convient encore de démontrer que l'acte a « appauvri » le débiteur. La jurisprudence n'exige plus la preuve de ce que l'acte a entraîné ou aggravé l'insolvabilité du débiteur: il faut mais il suffit que ce dernier ait modifié la teneur de son patrimoine en remplaçant des biens aisément saisissables par des biens facilement dissimulables aux créanciers. Autrement dit, il suffit au créancier de démontrer qu'il lui sera plus difficile de récupérer sa créance⁹.

En l'occurrence, le débiteur du C.P.A.S. de Geel avait fait donation de toutes ses liquidités, ce qui constitue l'acte d'appauvrissement par excellence.

4. La fraude du débiteur. Pour que l'action paulienne aboutisse, l'acte attaqué par le créancier doit avoir été accompli *en fraude* de ses droits. Jurisprudence et doctrine s'accordent sur le fait que la preuve du dessein de nuire n'est plus exigée¹⁰.

La fraude dans le chef du débiteur s'analyse comme la connaissance, au moment où l'acte est posé, du préjudice que cet acte va engendrer dans le chef du créancier¹¹.

Toutefois, et conformément à l'enseignement de H. De Page¹², une large majorité de la jurisprudence utilise le critère de *l'acte anormal* pour établir la fraude¹³. Si l'acte est *anormal* eu égard aux circonstances qui l'entourent et qui le rendent suspect, la preuve de la fraude est rapportée, sauf si le débiteur démontre que l'acte s'explique par des motifs légitimes. Ce critère fonctionne alors en quelque sorte comme une présomption de fraude¹⁴.

En l'espèce, la cour d'appel constate que lorsque le débiteur a fait donation de toutes ses liquidités, il savait que sa pension de retraite ne serait pas suffisante pour couvrir ses frais de séjour et que ses économies devraient nécessairement être utilisées pour le financement de son séjour dans la maison de repos.

5. La complicité du tiers. Si l'acte attaqué est un acte à titre onéreux, la complicité du tiers est nécessaire pour que l'action paulienne aboutisse. Cette condition est remplie lorsque le

⁷ I. BANMEYER, « L'action paulienne et la tierce complicité : points de contact », in *La théorie générale des obligations*, C.U.P., vol. XXVII, 1998, Bruxelles, Larcier, p. 248, n°3

⁸ H. de PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, 3^{ème} édition, t.III, Bruxelles, Bruylant, 1967, p. 229, n° 212

⁹ Liège, 23 décembre 2003, *J.T.*, 2004, p. 384 ; Civ. Namur, 27 avril 2004, *J.L.M.B.*, 2004, p. 1733 ; Civ. Bruxelles, 18 janvier 2001, *J.L.M.B.*, 2002, p. 1332 ; Voy. également D. DEVOS, « la réparation du préjudice du créancier demandeur à l'action paulienne », note sous Cass., 15 mai 1992, *R.C.J.B.*, 1995, p. 323, n° 7 et les références citées

¹⁰ Voy. I. BANMEYER, *op. cit.*, p. 252, n° 5 et les références citées.

¹¹ Liège, 5 octobre 1993, *J.L.M.B.*, 1994, p. 1355 ; Liège, 6 février 1996, *J.L.M.B.*, 1996, p. 469 ; Bruxelles, 11 octobre 1999, *Rev. Prat. Soc.*, 2000, p. 146

¹² H. De PAGE, *op. cit.*, p. 243, n° 235

¹³ Civ. Namur, 27 avril 2004, *J.L.M.B.*, 2004, p. 1733 ; Liège, 6 février 2002, *J.T.*, 2002, p. 407 ; Bruxelles, 19 octobre 1998, *R.G.D.C.*, 2001, p. 145

¹⁴ Civ. Hasselt, 23 avril 2001, *R.W.*, 2003-04, p. 1350, *Huur*, 2002, liv.3, p. 33 ; Gand, 2 janvier 2001, *D.A.O.R.*, 2001, p. 49, note G.L. BALLON ; Civ. Bruges, 26 juin 2000, *R.W.*, 2001-02, p. 282 ; S. LOOSVELD, « *De geldigheid en tegenwerpbaarheid van zekerheden in groepsverband getoetst aan het zekerheids, vennootschaps, faillissements- en international privaatrecht* », note sous Anvers, 7 octobre 2004, *R.A.B.G.*, 2007/1, p.50, n° 4.1

tiers a agi tout en sachant que l'acte juridique auquel il participe porterait atteinte aux intérêts des créanciers de son cocontractant. Le dol spécial n'est donc pas requis¹⁵.

La complicité du tiers n'est par contre pas exigée lorsque l'acte frauduleux est un acte à titre gratuit. Cela est admis de longue date par la doctrine et la jurisprudence et justifié par une mise en balance des intérêts du créancier d'une part, et du tiers d'autre part : le tiers-acquéreur à titre gratuit ne lutte que pour conserver un gain alors que le créancier subi un préjudice du fait de l'acte frauduleux¹⁶.

En l'espèce, alors même que, s'agissant d'un acte à titre gratuit, la complicité du tiers n'est pas exigée, le tribunal constate que la donataire n'était pas de bonne foi puisqu'elle savait, au moment de la donation, que le donateur allait être admis dans la maison de repos et que les liquidités données étaient nécessaires pour financer son séjour.

6. Une créance antérieure. L'action paulienne n'est ouverte qu'aux créanciers dont la créance est antérieure à l'acte frauduleux¹⁷. Cela s'explique par le fait que l'acte frauduleux ne porte pas préjudice aux créanciers dont la créance est postérieure : ceux-ci ne peuvent en effet se plaindre d'un amoindrissement du patrimoine de leur débiteur, celui-ci étant déjà diminué au moment de la naissance de leur créance¹⁸.

Il n'est pas requis que la créance soit liquide et exigible au moment de l'acte frauduleux, il suffit que la cause de la créance soit antérieure à celui-ci¹⁹.

En outre, il est admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que le créancier dont la créance est postérieure à l'acte frauduleux peut intenter l'action paulienne lorsque l'acte frauduleux a eu pour objectif de porter atteinte aux créanciers futurs²⁰.

En l'occurrence, la donataire invoquait que la condition d'antériorité de la créance n'était pas remplie, puisque la créance du C.P.A.S. de Geel n'était pas encore née au moment de la donation. La cour d'appel considère quant à elle que cette condition est remplie dans la mesure où, au moment de la donation, le donateur avait déjà exprimé l'intention d'entrer dans la maison de repos, était déjà inscrit sur la liste d'attente et savait ou devait savoir que cet argent devrait nécessairement être utilisé pour le financement de son séjour dans cet établissement.

¹⁵ Bruxelles, 18 janvier 2001, *JLMB*, 2002, p. 1332 ; Bruxelles, 21 juin 2005, *Rev. not. b.*, 2007, p. 155 ; S. LOOSVELD, « L'action paulienne : une institution séculaire en pleine vogue », note sous Bruxelles, 19 octobre 1998, *R.G.D.C.*, 2001, p. 163, n° 16

¹⁶ H. De PAGE, *op. cit.*, p. 248, n° 238 ; I. BANMEYER, *op. cit.*, p. 255, n° 10 ; P. VAN OMMESLAGHE, *Droit des obligations*, 3^{ème} édition, vol. IV, Bruxelles, P.U.B., 1998-99, p.1055 et 1056

¹⁷ Par contre en matière de faillite, l'action paulienne exercée par le curateur profite à tous les créanciers, y compris à ceux dont la créance est postérieure à l'acte attaqué. Voy. notamment, F. T'KINT et W. DERIJCKE, *La faillite*, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 280, n° 350

¹⁸ H. De PAGE, *op. cit.*, p. 237, n° 225

¹⁹ Cass. 19 mars 1998, *Pas.*, 1998, I, p. 359 ; *R.W.*, 1998-99, p. 1177, note K. Van Raemdonck ; Liège, 30 janvier 1997, *Pas.*, 1996, II, p. 13 ; Liège, 23 décembre 2003, *J.T.*, 2004, n°14, p. 384

²⁰ Anvers, 15 février 1989, *Pas.*, 1989, II, p. 209 ; Bruxelles, 19 octobre 1998, *R.G.D.C.*, 2001, n°3, p. 145, note S. LOOSVELD ; I. BANMEYER, *op. cit.*, p. 247, n° 2 et les références citées ; J. MAHAUX, « L'action paulienne et les nullités en période suspecte : conditions et effets respectifs », note sous Cass., 15 mars 1985, *R.C.J.B.*, 1989, p. 315, n°5 et les références citées.

7. Un préjudice dans le chef du créancier. Ainsi que nous l'avons déjà dit précédemment, le préjudice du créancier consiste en ce que le créancier ne pourra pas récupérer l'intégralité de sa créance, ou à tout le moins avec beaucoup de difficultés.

§ 2. Les effets de l'action paulienne

8. Inopposabilité versus dommages et intérêts compensatoires. Il existe une controverse au niveau de la nature de l'action paulienne : certains auteurs considèrent que l'action paulienne est une action en nullité²¹, d'autres qu'elle est une action en responsabilité quasi-délictuelle²², d'autres encore qu'elle est une action *sui generis*²³. Nous n'entrerons pas dans cette controverse dans le cadre de la présente note.

La majorité de la doctrine et de la jurisprudence modernes semble toutefois s'accorder sur l'effet de l'action paulienne : l'acte attaqué ne sera pas déclaré nul mais inopposable au créancier.

L'acte n'étant pas annulé, le bien ne rentre pas à nouveau dans le patrimoine du débiteur^{24 25} mais le créancier pourra ignorer les effets de l'acte accompli et faire saisir le bien comme s'il n'avait jamais quitté le patrimoine de son débiteur. Ainsi, si un débiteur vend son immeuble à un tiers et que l'action paulienne introduite par le créancier du vendeur aboutit, la vente de l'immeuble sera inopposable au créancier qui pourra alors pratiquer une saisie immobilière sur l'immeuble litigieux comme s'il appartenait toujours à son débiteur, alors que la mutation de propriété est opposable aux autres tiers. De la même manière, en cas de donation d'une somme d'argent, lorsque la somme d'argent reste individualisée dans le patrimoine du tiers, l'action paulienne aboutira à l'inopposabilité de la donation et le créancier pourra faire saisir la somme en question, via une saisie-arrêt exécution.

Mais qu'en est-il de l'action paulienne lorsque le bien ne se trouve plus dans le patrimoine du tiers ou n'y est plus individualisable? L'action paulienne peut-elle tout de même aboutir? Dans l'affirmative, sur quelle base juridique et quel en sera l'effet concret?

Ces questions surgissent, par exemple, dans l'hypothèse où le tiers-complice ayant acquis pour un prix dérisoire l'immeuble du débiteur, a aliéné celui-ci à un sous-acquéreur de bonne foi ne pouvant, partant, être atteint par l'action paulienne. Les mêmes questions se posent

²¹ G. BAUDRY- LACANTINERIE, *Traité théorique et pratique de droit civil*, 3^{ème} édition, t. XII, Paris, Librairie de la société du recueil J.-B. Sirey et du journal du palais, 1906, p. 725, n° 705. Selon cet auteur, l'action paulienne est une action en nullité. Le fait que l'acte soit annulé uniquement vis-à-vis du créancier demandeur à l'action paulienne est une simple application des principes qui gouvernent la chose jugée.

²² D. DEVOS, *op. cit.*, p. 320, n° 4 ; I. BANMEYER, *op. cit.*, p. 256, n° 12 et les références citées ; H. De PAGE, *op. cit.*, p. 257, n° 252 ; J. Speecke, « Invorderingsmogelijkheden tegen onwillige belastingbetalers: de pauliaanse vordering of actio pauliana », note sous Civ. Hasselt, 8 mai 2002, *T.F.R.*, 2002/16, p. 897

²³ Voy. par exemple V. SAGAERT, « De gevolgen van de actio pauliana en haar band met de ongerechtvaardigde verrijking », *R.G.D.C.*, 2001/10, p. 569. Selon cet auteur, l'action paulienne est une sanction envers le débiteur qui ne prend pas en considération et méconnaît l'affectation de son patrimoine (comme objet d'exécution pour ses créanciers).

²⁴ De la circonstance que le bien ne rentre pas à nouveau dans le patrimoine du débiteur, il en découle que le créancier agissant échappe au concours avec les autres créanciers de son débiteur.

²⁵ Pour G. BAUDRY- LACANTINERIE, qui soutient que l'action paulienne est une action en nullité, le bien dont le débiteur s'est frauduleusement dépouillé rentre dans son patrimoine, mais uniquement relativement aux demandeurs à l'action paulienne. Voy. G. BAUDRY- LACANTINERIE, *op. cit.*, p. 731, n° 709

lorsque l'acte frauduleux est la donation d'une somme d'argent qui s'est mélangée au reste du patrimoine du tiers et n'y est donc plus individualisable et/ou individualisée.

Dans ces hypothèses, l'inopposabilité n'est d'aucune utilité pour le créancier : le bien ne se trouvant plus dans le patrimoine du tiers ou n'y étant plus individualisable, il n'est plus possible pour le créancier, par le biais de l'action paulienne dirigée contre ce tiers, de faire saisir le bien comme s'il n'avait jamais quitté le patrimoine de son débiteur.

Une grande majorité de la doctrine et de la jurisprudence considère que l'action paulienne est une application de l'article 1382 du code civil qui sanctionne la responsabilité délictuelle²⁶ : l'acte frauduleux posé par le débiteur et le tiers constitue un quasi-délit en lien causal avec le dommage du créancier. Ce dernier a dès lors droit à la réparation intégrale de son préjudice.

Lorsque le bien se trouve toujours dans le patrimoine du tiers ou lorsque le bien y est toujours identifiable, la réparation la plus adéquate consiste à déclarer l'acte frauduleux inopposable au créancier : celui-ci pourra saisir le bien comme s'il n'avait jamais quitté le patrimoine de son débiteur.

Par contre, lorsque le bien ne se trouve plus dans le patrimoine du tiers ou n'y est plus identifiable, l'inopposabilité n'a plus aucune utilité pour le créancier et la réparation la plus adéquate consiste alors en des dommages et intérêts compensatoires à charge du tiers²⁷.

Notre Cour de cassation s'est prononcée en ce sens par un arrêt du 9 février 2006 dans lequel elle a dit pour droit :

« 1. En vertu de l'article 1167 du Code civil, le créancier peut, en son nom personnel, attaquer les actes faits par son débiteur en fraude de ses droits.

Cette action paulienne tend à permettre au créancier d'obtenir la réparation du préjudice qu'il a subi à la suite de l'appauvrissement frauduleux du débiteur.

2. En cas de cession frauduleuse par le débiteur d'un élément de son patrimoine à un tiers complice, la réparation du dommage consiste en principe en l'inopposabilité de cette cession au créancier agissant qui peut ainsi procéder à l'exécution sur l'élément du patrimoine cédé.

Lorsque ce mode de réparation en nature n'est plus possible ou que l'élément du patrimoine n'est plus identifiable dans le patrimoine du tiers complice, le créancier peut réclamer la réparation de son dommage au tiers complice. Les dommages-intérêts compensatoires dus par ce dernier sont limités à la valeur de l'élément du patrimoine cédé et ce, à concurrence du montant de la créance du créancier. »²⁸

La Cour de cassation française s'est également prononcée en ce sens²⁹.

²⁶ Si l'acte frauduleux est un acte à titre gratuit, la complicité du tiers n'est, comme nous l'avons déjà dit, pas exigée. Faut-il y voir un cas de responsabilité objective?

²⁷ Certains auteurs parlent parfois de « restitution par équivalent » en lieu et place de « réparation par équivalent ». Cette différence de terminologie provient certainement de la controverse au sujet de la nature de l'action paulienne. Cependant, selon nous, les termes « restitution par équivalent » ne sont pas appropriés. En effet, l'action paulienne n'est ni une action en nullité, ni une action en résolution avec effet rétroactif.

²⁸ Cass., 9 février 2006, n° C.03.0074.N, consultable sur le site www.juridat.be. Voy. également Cass., 25 octobre 2001, *Pas.*, 2001, p. 1706, *J.T.* 2003, liv. 6118, p. 858 et *R.W.* 2002-03, liv. 24, p. 940

²⁹ Cass. fr., 1^{ère} civ., 19 avril 1967, *Bull. civ.*, I, n° 134

En l'espèce, alors même que la cour d'appel a constaté que l'ensemble des conditions de l'action paulienne étaient réunies, y compris la complicité, celle-ci a débouté le C.P.A.S. de Geel de sa demande et réformé le jugement entrepris. Selon la cour d'appel d'Anvers, « *Om betaling van een geldsom te bekomen is het debat op grond van artikel 1167 B.W. irrelevant* »³⁰.

A la seule lecture de l'arrêt commenté, il nous est impossible de déterminer les raisons pour lesquelles la cour d'appel en a ainsi décidé.

A-t-elle estimé que l'action paulienne ne pouvait en aucun cas aboutir à la condamnation au paiement d'une somme d'argent, seule l'inopposabilité pouvant sanctionner le comportement frauduleux du débiteur et du tiers ? Dans cette hypothèse, la cour d'appel aurait méconnu l'arrêt précité de la Cour de cassation du 9 février 2006³¹, comme aussi un arrêt antérieur du 25 octobre 2001³², dans lequel la Cour avait déjà jugé : « *si ce mode de réparation n'est plus possible (lisez l'inopposabilité), le créancier peut réclamer la réparation au tiers-complice du dommage subi* ».

Au contraire, la cour d'appel a-t-elle estimé qu'elle ne pouvait, sous peine de violer le principe dispositif, condamner la donataire au paiement de dommages et intérêts d'un montant de 8.380,81 €, cela au motif que le C.P.A.S. avait sollicité la condamnation de cette dernière au paiement des factures impayées et non à des dommages et intérêts ? Se pose alors la question si cette jurisprudence est bien en phase avec la conception actuelle de la Cour de cassation au sujet de l'office du juge et des notions de cause et de demande³³.

9. Le créancier qui obtient des dommages et intérêts compensatoires est-il soumis à la loi du concours ? Lorsque l'acte frauduleux porte sur un bien encore individualisé ou individualisable dans le patrimoine du tiers-acquéreur, l'action paulienne, qui aboutit à l'inopposabilité de l'acte au créancier, permet à ce dernier d'ignorer les effets de l'acte intervenu entre son débiteur et le tiers-acquéreur, et de le faire saisir comme s'il n'avait jamais quitté le patrimoine de son débiteur.

Le créancier ne subit donc pas le concours des créanciers du tiers-acquéreur puisque l'acte lui est inopposable.

Mais qu'en est-il lorsque le tiers-acquéreur est condamné à verser des dommages et intérêts compensatoires ? Le créancier devra-t-il subir le concours des autres créanciers du tiers ? Bien qu'à notre connaissance peu d'auteurs aient écrit sur le sujet, cette question fait également l'objet d'une controverse.

³⁰ Nous proposons la traduction suivante : « *pour obtenir le paiement d'une somme d'argent, le débat sur base de l'article 1167 du Code civil n'est pas pertinent* »

³¹ Cass., 9 février 2006, *op. cit.*

³² Cass., 25 octobre 2001, *op. cit.*

³³ Sur la notion de principe dispositif ainsi que sur la conception factuelle de la cause et de l'objet de la demande et la position de la Cour de cassation à cet égard, voy. notamment F. VAN DROOGHENBROECK, « Le nouveau droit judiciaire, en principes », in *Le droit judiciaire en mutation*, C.U.P., vol. 95, 2007, Bruxelles, Larcier, p. 265 et suiv., n° 56 et suiv.

Selon certain auteurs, tels H. De PAGE³⁴ et S. LOOSVELD³⁵, le paiement des dommages et intérêts sera également privilégié. Ces auteurs ne développent néanmoins pas la position qu'ils défendent. Selon H. De PAGE, « *Il (le créancier) reprendra donc le bien, ou touchera l'indemnité, sans devoir subir, éventuellement, le concours des créanciers du tiers défendeur.* » S. LOOSVELD, quant à lui, écrit que « *Dans ce dernier cas, le créancier lésé a droit à des dommages et intérêts de la part du tiers, dont le paiement est aussi privilégié, puisque le créancier ne sera pas en concours avec les créanciers du débiteur et du tiers* », explication pour le moins tautologique.

A l'inverse, d'autres auteurs défendent la position selon laquelle le paiement des dommages et intérêts ne sera pas privilégié. C'est le cas de V. SAGAERT³⁶ et, en doctrine française, de F. TERRE, P. SIMLER et Y. LEQUETTE³⁷.

Selon nous, cette seconde thèse doit être préférée. L'action paulienne ne vise plus en effet à récupérer un bien identifié censé toujours appartenir au débiteur ; elle se traduit par la naissance d'une simple créance de dommages et intérêts contre le tiers. On ne voit guère sur quel fondement le créancier disposerait d'une cause de préférence.

Sandra NOTARNICOLA
Assistante à la faculté de droit de Liège
Avocate au barreau de Liège

³⁴ H. De Page, *op. cit.*, p. 254, n° 246

³⁵ S. LOOSVELD, *op. cit.*, p. 166

³⁶ V. SAGAERT, *op. cit.*, p. 569, n° 23

³⁷ F. TERRE, P. SIMLER et Y. LEQUETTE, *Droit civil Les obligations*, 3^{ème} éd., Paris, Dalloz, p. 874